

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 1^{er} juin 2016

Direction des finances

30 2015.RRGR.1152 Motion 304-2015 Pfister (Zweisimmen, PLR) Entreprises publiques: création d'un bureau des lanceurs d'alerte

N° de l'intervention:	304-2015
Type d'intervention :	Motion
Déposée le:	25.11.2015
Déposée par:	Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	470/2016 du 27 avril 2016
Direction:	FIN

Entreprises publiques: création d'un bureau des lanceurs d'alerte

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Instituer pour le personnel des institutions publiques telles que les hôpitaux, les cliniques psychiatriques et les foyers un bureau pouvant assurer l'audition neutre de lanceurs d'alerte ; le canton en assurera le financement en majeure partie.
2. Les coûts seront couverts avec les ressources du crédit consacré à l'indemnisation des « prestations d'intérêt général ».
3. Il est possible d'intégrer ce bureau à celui qui existe déjà pour le personnel cantonal au Contrôle des finances.

Développement :

La transformation des hôpitaux publics, des cliniques psychiatriques et des foyers en sociétés anonymes de droit privé, en coopératives ou en associations financées majoritairement par le revenu fiscal a suscité le besoin d'un service neutre auquel pourraient s'adresser les lanceurs d'alerte. En effet, la restructuration des institutions a pour conséquence de soumettre le personnel à d'énormes pressions et de les intimider, et de peur de perdre leur emploi, les collaborateurs et collaboratrices n'osent pas exprimer leur avis, leurs perceptions ou leurs observations. Les licenciements se font de manière assez brutale, sans égards pour les personnes concernées.

Dans certains cas, des collaborateurs ou collaboratrices ont été traitées avec une telle rudesse qu'ils en seront durablement marqués, physiquement et psychologiquement. Pour protéger les personnes concernées, je n'entrerai pas dans les détails.

Pour toutes ces raisons, il faut instituer un service neutre auquel pourront s'adresser les lanceurs d'alerte et qui pourra entendre leurs observations, leur offrir conseil, soutien et protection.

Réponse du Conseil-exécutif

Tout d'abord, le Conseil-exécutif met en doute que la transformation en sociétés anonymes de droit privé de certaines parties de l'administration cantonale, en particulier, ait pour conséquence de soumettre le personnel à des pressions. Il part en effet du principe et escompte que ces externalisations respectent les dispositions du droit du travail.

Concernant la demande concrète du motionnaire, le Conseil-exécutif souhaite en premier lieu évoquer les efforts déployés par la Confédération pour réglementer le signalement d'irrégularités dans le droit du contrat de travail privé. Le Conseil fédéral a ainsi adopté le 20 novembre 2013 le Message sur la révision partielle du code des obligations (CO) relative à la protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur (FF 2013 9513). Ce projet de révision doit permettre de régler dans le code des obligations les conditions auxquelles les travailleurs et travailleuses peuvent signaler des irrégularités. Il prévoit en particulier une procédure de signalement

structurée, interne ou externe. Lors des premières délibérations de 2014-2015, les chambres fédérales ont renvoyé le projet au Conseil fédéral en chargeant ce dernier de le formuler d'une manière plus simple et plus compréhensible, tout en approuvant l'orientation de la révision partielle du code des obligations et en précisant que la structure de base du projet devrait être maintenue, notamment pour ce qui est de l'incitation à créer des instances de signalement internes. On ignore encore à l'heure actuelle quand le projet remanié de révision partielle du code des obligations sera de nouveau présenté aux chambres fédérales. Il faut souligner que la nouvelle réglementation prévue s'appliquerait aussi, le moment venu, aux unités administratives du canton de Berne structurées conformément au droit privé ainsi qu'à leurs collaborateurs et collaboratrices. Conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral, la qualification de la nature juridique d'un contrat de travail doit se fonder sur le critère de la forme juridique de l'employeur. En conséquence, les employeurs organisés selon le droit privé (sociétés anonymes, sociétés coopératives, etc.) sont soumis au droit du contrat de travail privé conformément au code des obligations. Peu importe à cet égard que ces organisations de droit privé soient ou non chargées d'accomplir des tâches publiques ou alimentées par des fonds publics.

Signalons enfin que pour les questions relatives au droit du travail, les autorités de conciliation régionales proposent d'ores et déjà, dans les différentes régions judiciaires, une offre de conseil facilement accessible aux travailleurs et travailleuses (consultations directes ou téléphoniques). Cette offre est gérée de façon autonome, autrement dit les conseillers et conseillères concernés (qui sont généralement des greffiers et greffières des autorités de conciliation) fournissent les consultations indépendamment de leur activité ordinaire.

Compte tenu des organes de contact qui existent déjà et des efforts du Conseil fédéral pour instaurer une réglementation uniforme du signalement des irrégularités qui s'applique à tous les rapports de travail soumis au code des obligations, le Conseil-exécutif ne juge pas opportun de créer avant l'heure un bureau des lanceurs d'alerte pour les organismes de droit privé chargés d'accomplir des tâches publiques. Il souhaite néanmoins étudier à nouveau la question dès que la révision du code des obligations sera achevée au niveau fédéral et que l'on saura clairement quels instruments et quels organes de signalement internes ou externes sont prévus à l'avenir pour permettre aux travailleurs et travailleuses de dénoncer des irrégularités. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose d'adopter la présente motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir fahren weiter mit Traktandum 30, der Motion von Herrn Grossrat Pfister, FDP. Er hat vorgängig gewandelt und möchte das kurz begründen. Danach werde ich fragen, ob das bestritten ist.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die Regierung hat signalisiert, dass sie bereit ist, diese Motion als Postulat anzunehmen. Warum habe ich diese Motion überhaupt eingereicht? Vor ungefähr zwei Jahren haben wir eine Whistleblower-Stelle für das Staatspersonal geschaffen. Wir wissen, dass sich seither sechs Leute dort gemeldet haben und dass man fünf Fälle im Gespräch erledigen konnte. Nur in einem Fall war ein zweiter Schritt notwendig.

Das Personal der ausgelagerten Institutionen, bei denen der Kanton einen ziemlich hohen Prozentsatz finanziert und zum Teil die Mehrheit hat, haben keine Anlaufstelle. Ich habe ein Beispiel, das mir heute noch tief sitzt. Die Sekretärin des Verwaltungsrats, in dem ich Einsitz habe, wurde von einem Tag auf den anderen entlassen. Als ich nachfragte, erklärte man mir, das ginge mich nichts an. Diese Frau ist an einer Generalversammlung zu mir gekommen und hat sich entschuldigt, dass meine Aussagen nicht immer wortwörtlich im Protokoll erschienen sind. Ich gehe davon aus, dass die hinter uns stehenden Leute das mitgehört haben und dass dies der effektive Grund war, dass man sie «abserviert» hat. Das finde ich nicht richtig, denn sie hat ihre Arbeit gut

gemacht. Das wurde ihr auch immer verdankt, und wenn sonst etwas nicht gut gewesen wäre, hätte man die Kündigungsfrist einhalten können.

Für mich besteht somit Handlungsbedarf. Das ist nicht der einzige Fall, es gibt noch mehrere andere. Auch diese Menschen haben ein Anrecht, dass man sie ernst nimmt. Ich hoffe, dass der gewandelte Vorstoss nun nicht in die unterste Schublade kommt und dort grau wird, weil man nie etwas macht. (*Le président agite sa cloche.*) Wir haben auch für dieses Personal eine Verantwortung.

Le président. Sie haben gehört, dass diese Motion in ein Postulat gewandelt wurde, so wie es die Regierung empfiehlt. Ist das bestritten? Wer eine Diskussion wünscht, soll sich jetzt bitte anmelden. Sonst kommen wir direkt zur Abstimmung. – Ja, es ist bestritten. Wir kommen zu den Fraktionsvoten. Wir führen eine freie Debatte.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Für das Staatspersonal ist eine Whistleblower-Kontaktstelle bei der Finanzkontrolle installiert, die gemäss dem Tätigkeitsbericht der Finanzkontrolle erfreulicherweise wenig zu tun hat. Nun soll für das Personal der öffentlichen Institutionen, die mehrheitlich durch den Kanton finanziert oder mitfinanziert werden, zusätzlich eine Whistleblower-Kontaktstelle bei der Finanzkontrolle geschaffen werden. Bei den erwähnten Institutionen handelt es sich vor allem um Aktiengesellschaften, die den Grundsätzen des Obligationenrechts unterstehen. Der Bundesrat ist dabei, eine Regelung im privaten Arbeitsvertragsrecht zu erarbeiten. Im Obligationenrecht sollen Voraussetzungen für ein strukturiertes Meldeverfahren geschaffen werden. Diese Regelungen würden dann auch für privatrechtlich strukturierte Organisationseinheiten des Kantons und deren Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter gelten. Gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts unterstehen die Mitarbeitenden von Betrieben, die privatrechtlich organisiert sind, diesem privaten Arbeitsvertragsrecht. Heute bieten die regionalen Schlichtungsbehörden in den einzelnen Gerichtsregionen Beratungsangebote an. Wenn also unbedingt etwas gebraucht würde, dann steht auch etwas zur Verfügung.

Aufgrund der Tätigkeiten des Bundes ist somit nicht erforderlich, dass der Kanton Bern vorzeitig eine solche Stelle einführt. Es ist sicher nicht schlecht, dass die Situation im Kanton Bern nach Abschluss der Revision auf Bundesebene erneut überprüft wird. Wenn wir verschiedene Betriebe bewusst verselbständigen, dann erwarten wir auch eine konsequente Handhabung. (*Le président agite sa cloche.*) Einzelne Mitglieder der BDP-Fraktion unterstützen eventuell ein Postulat, es wurde ja gewandelt. Die Motion wäre von uns aber abgelehnt worden.

Le président. Bevor ich das Wort weitergebe, begrüsse ich die Klasse 14a der Berufsfachschule Langenthal, Assistentinnen Gesundheit und Soziales. Herzlich willkommen und viel Spass bei uns. (*Applaudissements*)

Béatrice Stucki, Berne (PS). Liebe FAGE-Schülerinnen und -Schüler. Das ist gerade ein Vorstoss, der bestens zu Ihrem Berufsfeld passt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt selbstverständlich diesen Vorstoss. Wir hätten ihn auch als Motion unterstützt. Warum? Als Gewerkschaftssekretärin weiss ich, dass der Wunsch des Personals nach einer solchen Stelle sehr gross ist. Nach wie vor werden gewisse Institutionen, wie Spitäler, sehr hierarchisch geführt. Vorschläge für Verbesserungen oder Hinweise auf fehlerhafte Abläufe und Strukturen verpuffen irgendwo oder werden nicht ernstgenommen. In den Spitälern gibt es zwar interne Kontrollmechanismen und ein Fehlermanagement. Ist aber die Stimmung in der Abteilung nicht gut, oder gibt es chronischen Personalmangel, dann werden solche Mängel nicht immer mit der notwendigen Sorgfalt behandelt, und Verbesserungen lassen viel zu lange auf sich warten.

Im Spitalversorgungsgesetz (SpVG) ist für PatientInnen oder Angehörige eine Ombudsstelle vorgesehen. Das ist in den Artikeln 8–10 der Spitalversorgungsverordnung (SpVV) geregelt. Den Mitarbeiterinnen und den Mitarbeitern steht dieser Weg eben nicht zur Verfügung, und wenn das Anliegen vom Vorgesetzten nicht angesprochen wird, dann haben sie keine Chance, ihre Beanstandungen irgendwo zu deponieren. Personalverbände haben schon mehrfach gefordert, dass die Ombudsstelle für das Personal geöffnet wird. Leider ist der Regierungsrat bisher nicht auf diese Forderung eingetreten. Die SP-JUSO-PSA will nicht auf die erwähnte Revision des Obligationenrechts auf nationaler Ebene warten, wie die Vorstossantwort beschreibt. Es kann noch Jahre dauern, bis das umgesetzt ist. Uns fehlt auch das Vertrauen in das aktuelle nationale Parlament. Wir wollen, dass der Kanton jetzt handelt. Es ist wichtig, dass das Personal an eine

externe Stelle gelangen kann, wenn notorisch zu wenig Personal vorhanden ist und darum die Sicherheit von Patientinnen und Patienten nicht mehr gewährleistet ist, wenn Qualitätsstandards nicht mehr eingehalten werden oder Mäuscheleien stattfinden und niemand hinschauen will. Wichtig ist, dass diese Stelle mit den notwendigen Kompetenzen ausgestattet wird, damit sie dann auch wirklich handeln kann.

Nun komme ich noch zu zwei Punkten aus der Antwort des Regierungsrats, die so einfach nicht richtig sind. Es erstaunt mich sehr, dass der Regierungsrat in Frage stellt, dass mit der Überführung von Teilen der kantonalen Verwaltung Druck auf das Personal, die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, entsteht. Der Regierungsrat weiss aus den Sozialpartnergesprächen ganz genau, wie hart die Arbeitsbedingungen von den Verbänden, beispielsweise gerade in den Spitälern, immer wieder verteidigt werden müssen. Zum zweiten Punkt: Es wird auf die Schlichtungsbehörden hingewiesen. Die Schlichtungsbehörden befassen sich mit arbeitsrechtlichen Konflikten zwischen Arbeitgeberin oder Arbeitgeber und Arbeitnehmerinnen oder Arbeitnehmer und nicht mit Dingen wie beispielsweise Qualitätsfragen in der Behandlung von Patientinnen und Patienten. Aus einem Gespräch von gestern weiss ich, dass die Finanzkontrolle bereit wäre, ihr Angebot zu öffnen, um die Anliegen der Motion von Hans-Jörg Pfister zu integrieren. Nötigenfalls müsste ihr Leistungsvertrag angepasst werden, wenn der Andrang dann zu gross werden sollte, doch damit rechnen wir nicht. Wir bitten Sie, diesem Postulat unbedingt zuzustimmen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP hält dies für einen wichtigen Vorstoss. Als Kanton Bern haben wir ein vitales Interesse, dass auch in Spitälern, Psychiatrien und Heimen genau hingeschaut wird, und auch dort die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter eine Möglichkeit haben, Missstände zu melden. Der Regierungsrat hat Bedenken wegen der Rollenverteilung zwischen den ausgelagerten Betrieben und dem Kanton. Wir sind aber der Meinung, wenn man Missstände aufdecken will, kann man sich nicht einfach hinter Strukturen verstecken. Wir haben innerhalb der Kantonsverwaltung eine Whistleblower-Stelle, das wurde bereits gesagt. Also finden wir es richtig, dass sie auch von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern ausgelagerter Betriebe genutzt werden kann. Schlimmstenfalls wird diese Stelle dann plötzlich überrannt. Wir haben ja gehört, dass das im Moment noch nicht der Fall ist. Dann wäre es allerdings im Interesse des Kantons, diese Stelle aufzustocken, damit man diese Dinge auch genauer anschauen kann. Bei Whistleblowing innerhalb der öffentlichen Hand geht es um Finanzen, unrechtmässig ausgegebenes Geld, zum Fenster hinausgeworfenes Geld und solches, das eventuell sogar in falsche Kanäle gelangt. Im schlimmsten Fall geht es um Korruption. Es geht aber auch um Menschen, um Klientinnen und Klienten, um Patientinnen und Patienten, denen Unrecht geschieht. So oder so kann grosser Schaden entstehen. Wir müssen daher alle Möglichkeiten ausschöpfen, damit solche Fälle auch ans Tageslicht kommen. Vor allem müssen wir auch Strukturen haben, die solche mutigen Mitarbeitenden auch schützen. Es ist wichtig, dass sie die Möglichkeit haben, Missstände an eine Stelle zu melden, die ausserhalb des Unternehmens ist. Die EVP wird dieses Postulat unterstützen.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Für das Anliegen des Antragsstellers hat unsere Fraktion ein offenes Ohr. Eine neutrale Anhörungsstelle ist nicht nur für die Patienten respektive die Mitarbeitenden wichtig, sondern es geht in diesen Bereichen im schlimmsten Fall sogar um Leben und Tod. Die Mitarbeitenden sollten eine vertrauenswürdige und unabhängige Kontaktstelle kennen und auch nutzen dürfen. Der notwendige Schutz der Mitarbeitenden ist ein Aspekt. Diese Menschen wirken in Spitälern, Psychiatrien und Heimen zugunsten von anderen Menschen. Liegen dort Missstände vor, betrifft das nicht nur Mitarbeitende, denen gekündigt werden kann, wie wir vorher gehört haben. Es kann auch Auswirkungen auf die Patienten und die Bewohner dieser Institutionen haben. Mit der geforderten Ansprechstelle werden somit nicht nur die Mitarbeitenden geschützt, sondern auch die Menschen, die dort leben. Es hat also weitere Auswirkungen, und ich glaube, auch diese sollte man in Betracht ziehen. Aus unserer Sicht gilt es zudem, keinen Unterschied zwischen privaten und öffentlichen Institutionen zu machen, denn beide beanspruchen für ihre Leistungen öffentliche Gelder.

Punkt 2, den Finanzierungsvorschlag über den Kredit «Gemeinwirtschaftliche Abgeltung», können wir unterstützen. Zu Punkt 3: Eine Integration in eine bestehende Kontaktstelle ist begrüssenswert. Wir versprechen uns davon, dass Synergien genutzt werden können. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme als Postulat, weil er warten will, bis die Revision des Obligationenrechts auf Bundesebene abgeschlossen ist. Wir haben auch gehört, dass der Vorstoss in ein Postulat gewandelt wird. In unserer Fraktion haben wir uns gefragt, inwieweit es gerechtfertigt ist, zu warten bis

schlimmstenfalls etwas geschieht. Wir hätten daher zum Teil sogar eine Motion unterstützt. Bei einem Postulat darf man eine grosse Unterstützung erwarten.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich kann es relativ kurz machen. Wir sehen es wie die Regierung. Wir stehen selbstverständlich auch für die Transparenz ein und sehen, dass Handlungsbedarf besteht. Wir sollten auch in diesem Bereich im 21. Jahrhundert ankommen, und das Bedürfnis nach offenem Dialog ist sicher ein wesentlicher Punkt. Wir sehen aber auch, dass dies auf Bundesebene angegangen wird. Wir sind der Meinung, man solle zuerst das Ergebnis abwarten. Zudem wurde in der letzten Zeit auch die eine oder andere Forderung bereits umgesetzt.

Nun noch ein kleiner Seitenhieb: Ich habe selber auch schon Whistleblower gehabt, die mir Dinge zugesteckt haben. Aber ich finde, bei diesem Thema ist es auch wichtig, dass man es nicht auf Einzelfälle aufbaut, sondern dass man es im Generellen betrachtet und daraus die Handlungen ableitet.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Die FDP hat eine leicht andere Haltung als unser Motionär. Deshalb ist es eine Einzelmotion. Wie erwähnt wurde, hat die Grundlage dieses Vorstosses einen direkten Bezug zum Spital Thun. Das wurde vom Motionär erwähnt, und ich will das nicht weiter ausführen. In unserer Fraktion hat sich schon die Frage gestellt, ob wir aufgrund eines einzelnen Problemfalls – und da kann ich meinem Vorredner recht geben – eine «Allerweltslösung» kreieren und ein neues Prozedere schaffen. Das scheint uns sehr heikel und ist nicht gerade typisch FDP, zumal man dort ja von neuen Stellen und neuen Kosten spricht. Deswegen ist die Antwort der Regierung für uns sehr überzeugend, wonach es ja bereits Anlaufstellen gibt, nämlich die Schlichtungsstellen. In Zusammenhang mit der Justizreform haben wir diese Schlichtungsstellen seit 2011 noch ausgebaut und ein niedrigschwelliges Angebot geschaffen. Der Zufall will es, dass wir diese Schlichtungsbehörden gerade heute Morgen wiedergewählt haben.

Die Regierung sagt zu Recht, wenn etwas gehen soll, dann muss das auf Bundesebene geschehen. Es gibt Bestrebungen, im Rahmen des Obligationenrechts etwas zu schaffen. Die Regierung will daher abwarten, und unter dieser Prämisse kann die FDP höchstens ein Postulat annehmen. Aber dies geschieht auch nur im Sinne der Erwägungen der Regierung. Daher akzeptieren wir das Postulat, das ja auch sehr abgefedert ist. Vielleicht gibt es von Seiten der FDP auch einige Enthaltungen.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Die SVP-Fraktion unterstützt das Postulat mehrheitlich, die Motion wäre abgelehnt worden. Die Vorredner haben es gesagt: Hier eine Debatte anhand eines Einzelfalls zu führen und vielleicht etwas Neues zu schaffen, erscheint etwas übertrieben. Der Regierungsantwort entnehmen wir, dass der Bund das in Bearbeitung hat. Vor diesem Hintergrund ist klar, dass man höchstens einen Prüfungsauftrag in dem Sinne, wie Hubert Klopfenstein dargestellt hat, machen kann. Die SVP wird mehrheitlich zustimmen, es wird aber auch Nein-Stimmen geben.

Le président. Ist weiter das Wort gewünscht? Wir führen eine freie Debatte. Gibt es Einzelsprecher? – Das scheint nicht der Fall zu sein, dann übergebe ich das Wort gerne der Frau Regierungspräsidentin. – Nein, der Motionär wünscht vor der Regierungsrätin zu sprechen. Sie haben das Wort Herr Pfister.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Eines möchte ich hier festhalten: Das ist kein Einzelfall, ich könnte sehr viele aufzählen. Gerade im Zusammenhang mit dem Spital Zweisimmen hat man einen riesigen Druck auf die Ärzte und das Personal gemacht. Ich möchte hier nicht schmutzige Wäsche waschen, deshalb nenne ich keine weiteren Namen. Meinem Kollegen Hubi Klopfenstein sage ich: Ich bin gerne nicht im Rahmen der FDP. Manchmal gibt es einfach Situationen, wo man auch den menschlichen Aspekt in den Vordergrund stellen muss. Ich hoffe, dass Sie diesem Postulat zustimmen können.

Le président. Danke. Für die schmutzige Wäsche bin ich zuständig. Nun übergebe ich Frau Regierungspräsidentin Simon das Wort. (*Hilarité*)

Beatrice Simon, directrice des finances. Das war ein lustiger Einschub, doch das Thema an sich

ist natürlich sehr wichtig und überhaupt nicht lustig. Das ist uns wohl allen bewusst. Die Meldung von Missständen oder unrechtem Handeln am Arbeitsplatz, das sogenannte Whistleblowing, ist aus arbeitsrechtlicher Sicht unbestritten sehr heikel. Vor allem dann, wenn vermeintliche oder tatsächliche Unregelmässigkeiten nicht nur intern offengelegt werden, sondern auch an die Öffentlichkeit gelangen, gibt es schwierige Situationen. Wer entsprechende Informationen oder Hinweise weitergibt, riskiert unter Umständen eine Kündigung wegen Nichteinhaltung von Treue- und Geheimhaltungspflicht. Als Arbeitgeberin und auch als Eignerin von öffentlichen Betrieben ist diese Problematik der Regierung sehr bewusst. Wir haben sichergestellt, dass die Mitarbeitenden der Kantonsverwaltung ihre Aufgaben im Dienst der Allgemeinheit rechtmässig und gewissenhaft erfüllen können und verschiedene Massnahmen verabschiedet, welche das gewährleisten sollen. Wie bereits mehrmals erwähnt, haben wir bei der kantonalen Finanzkontrolle die Whistleblowing-Stelle für Mitarbeitende der kantonalen Verwaltung geschaffen, und es gibt gesetzliche Grundlagen, die den entsprechenden personalrechtlichen Schutz der Mitarbeitenden verbessert haben. Zudem hat der Regierungsrat im Frühling 2016 für die Verwaltung einen Verhaltenskodex verabschiedet, der die Anforderungen an rechtsstaatlich korrektes und unbeeinflussbares Handeln festhält. Er hat alle Direktionen und Dienststellen verpflichtet, diese Unterlagen an alle gegenwärtigen und insbesondere auch an alle zukünftigen Mitarbeitenden abzugeben. Diesen Verhaltenskodex können Sie übrigens auch auf der Homepage des Personalamtes PA herunterladen¹.

Diese Massnahmen kann man aber nicht einfach eins zu eins auf andere Tochtergesellschaften oder staatliche Institutionen des Kantons Bern übertragen. Wegen den privatrechtlichen Strukturen solcher Organisationen – auch das wurde bereits verschiedentlich gesagt – und den obligationenrechtlichen Anstellungsverhältnissen finden diese kantonalen Regelungen hier ihre Grenzen. In der Vorstossantwort haben wir darauf hingewiesen, dass der Bund gegenwärtig eine schweizweite Regelung zu finden versucht. Die eidgenössischen Räte haben die Revisionsvorlage im letzten Jahr zur Überarbeitung an den Bundesrat zurückgewiesen. Das geschah nicht etwa, weil man eine solche Regelung grundsätzlich nicht haben will, sondern es geschah – und nun müssen Sie kurz gut zuhören – einzig und alleine wegen dem Anliegen, diesen Entwurf verständlicher und einfacher zu formulieren. Deswegen wurde er zurückgewiesen und nicht wegen irgendeinem inhaltlichen Grund. Man will somit eine solche Regelung schaffen, aber man soll sie doch bitte so formulieren, dass sie auch verstanden wird.

Weil diese Arbeiten auf Bundesebene noch nicht abgeschlossen sind, hat der Regierungsrat entschieden, zu warten bis Klarheit besteht, was eigentlich eingeführt werden soll. Danach werden wir reagieren. Aber noch einmal: Kantonsintern bestehen andere Organisationen und Betriebe. Deshalb ist auch dann eine Lösung nicht einfach zu finden. Der Regierungsrat ist bereit, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen.

Le président. Die Stimmzähler sind anwesend, dann können wir abstimmen. Wer Den Vorstoss als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 111

Non 19

Abstentionss 9

Le président. Sie haben diesem Postulat zugestimmt. Somit haben wir den zweiten Teil der Geschäfte der Finanzdirektion zu Ende beraten. Den ersten Teil behandeln wir am Montagnachmittag. Ich wünsche dir eine gute Woche, Beatrice. Vielen Dank, dass du da warst.

1